

Trois enjeux pour le nouveau gouvernement

Diane Lamoureux

Numéro 806, janvier–février 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92505ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamoureux, D. (2020). Trois enjeux pour le nouveau gouvernement. *Relations*, (806), 7–8.

population en particulier, c'est que cette dernière commet davantage de délits. Or, en comparant les ratios d'interpellations avec les ratios d'infractions, nous avons pu déterminer que même en tenant compte de la participation présumée de certains groupes racisés à certains délits, ces derniers restent interpellés de manière disproportionnée par la police. À notre connaissance, une telle démonstration soutenue par des données probantes n'avait jamais été effectuée auparavant dans le contexte montréalais.

Notre recherche se distingue aussi par le fait qu'elle dresse le portrait factuel et chiffré d'une réalité montréalaise persistante dont on n'avait jamais mesuré l'ampleur avec exactitude, et qu'elle établit des indicateurs de suivi aisément reproductibles. À partir de maintenant, en annualisant les analyses, il sera possible de repérer les tendances et de suivre l'évolution des pratiques policières en matière de profilage racial.

Enfin, et c'est probablement l'élément le plus important, le SPVM accepte entièrement, pour la première fois, les constats concernant ses pratiques de biais systémiques liés à «l'appartenance raciale perçue» des personnes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet accueil: nouvelle direction du Service, progression du débat sur la discrimination systémique au Québec, réactions des autres services de police du Canada, etc. Il s'agit d'une étape extrêmement importante dans la lutte contre les inégalités de traitement dont les personnes racisées sont victimes, même si elle ne signifie pas que les pratiques de discrimination raciale disparaîtront simplement parce qu'elles ont été clairement démontrées publiquement. ©

ERRATUM

Dans l'article « Vieillir encabanés l'hiver ? » (édition papier de *Relations*, n° 805, décembre 2019), Julien Simard rapportait de manière erronée les propos de la géographe Anne-Marie Séguin. L'auteur s'en excuse et s'approprie la totalité des idées exprimées.

TROIS ENJEUX POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Dans un Canada plus que jamais fragmenté, le gouvernement Trudeau doit néanmoins faire avancer des questions majeures.

Diane Lamoureux

L'auteure est professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval

Les dernières élections fédérales ont reporté le Parti libéral du Canada (PLC) au pouvoir, mais en situation minoritaire cette fois, avec moins de voix que le Parti conservateur du Canada (PCC). On comprend mieux pourquoi Justin Trudeau s'était empressé de briser, au début de son premier mandat, sa promesse électorale selon laquelle le scrutin de 2015 devait être le dernier à se tenir selon le mode du suffrage uninominal à un tour. On voit aussi pourquoi il a passé les derniers jours de la récente campagne électorale à appeler au vote stratégique pour empêcher une victoire conservatrice.

Toujours est-il que les résultats électoraux sont venus confirmer certaines fractures qui compliqueront la tâche du gouvernement libéral. Le balayage conservateur en Alberta et en Saskatchewan, la remontée du Bloc québécois, la quasi-disparition du Nouveau parti démocratique (NPD) au Québec et la faible présence des conservateurs dans les Maritimes mettent en lumière qu'il n'y a plus de parti véritablement pancanadien. Cette situation exacerbera les tensions entre le gouvernement fédéral et les provinces. Et malgré la remontée du Bloc, il y a fort à parier que ce n'est pas du Québec que viendront les blocages, mais de l'ouest, avec la montée séparatiste du *Wexit* (« *Western Exit* », terme calqué sur le Brexit par un groupe séparatiste albertain en voie de se constituer en parti politique).

Pour les personnes qui ont à cœur une plus grande justice sociale et climatique, la marginalisation du NPD est inquiétante. Si ce dernier peut se réjouir du fait qu'il semble détenir la balance du pouvoir, il n'en reste pas moins qu'il est en situation de faiblesse par rapport au PLC, qui refuse de former une coalition formelle, projetant plutôt de constituer à la pièce des majorités de circonstance. Dans ce contexte, l'assurance-médicaments ou l'assurance dentaire risquent de devoir attendre, d'autant plus que cela constituerait une immixtion dans des champs de compétence provinciaux.

Quant aux Verts, même s'ils ont doublé leur vote et fait élire une députée supplémentaire, il leur faudra probablement plus qu'un changement de cheffe. Il leur faut une mutation organisationnelle majeure capable de convertir la sensibilité climatique d'une partie croissante de la population, surtout les jeunes, en votes. Car l'environnement et la transition écologique ne se sont pas imposés comme on l'aurait espéré lors de la campagne électorale.

Dans ce contexte fragmentaire, on pourrait souhaiter une action gouvernementale dans au moins trois domaines: la transition énergétique; le financement public des partis politiques et la fin de la colonisation pour les peuples autochtones.

En ce qui concerne la transition énergétique, le gouvernement Trudeau a soufflé le chaud et le froid dans son mandat précédent avec de belles paroles, mais peu d'actions, dont certaines inquiétantes, comme l'achat du pipeline Trans Mountain. Ce mandat-ci sera-t-il plus conséquent? Les cibles de réduction des gaz à effet de serre sont encore très faibles. La taxe sur le carbone est à un niveau trop bas pour produire des effets et se heurte à une opposition féroce des provinces conservatrices. Soutenir la mise en place de transports privés et en commun moins polluants, développer des alternatives à l'avion pour les déplacements sur de longues distances, soutenir les villes dans la lutte contre l'étalement urbain, développer des systèmes de réduction des déchets et de recyclage devrait faire partie des priorités d'un gouvernement



Image tirée du colloque « Territoires en bataille: Résistances autochtones contre les pipelines et l'industrie extractive » du 17 novembre 2015

qui veut s'engager dans la transition écologique.

Dans un contexte où le PLC semble avoir définitivement renoncé à une modification du mode de scrutin, d'autant plus que le mode actuel lui a permis de rester au pouvoir, le rétablissement du financement public des partis politiques, aboli par le gouvernement Harper, serait une avancée démocratique non négligeable. Cela contribuerait à faire en sorte qu'un vote pour un parti qui a peu de chance de remporter le siège dans une circonscription ne soit pas complètement vain. Sinon, le taux d'abstention, déjà important, est susceptible d'augmenter tandis que la légitimité des résultats électoraux risque, elle, de s'amoinrir.

Enfin, le rapport de la Commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ira-t-il rejoindre sur une tablette d'autres rapports qui préconisaient eux aussi le démantèlement de la structure coloniale par rapport aux Autochtones, ou sera-t-il suivi d'effets? Ne pas se contenter d'excuses larmoyantes, mais donner des moyens véritables aux communautés autochtones pour qu'elles puissent se prendre en main et réparer un tissu social fortement mis à

mal par des politiques coloniales dans l'ensemble génocidaires fera-t-il partie des priorités du nouveau gouvernement? Le gouvernement fédéral se doit d'assurer la sécurité des femmes et des

filles autochtones, mais aussi celle de toutes les autres femmes au Canada, ce qui est encore malheureusement loin d'être le cas. ©

Contre la violence sexuelle faite aux femmes

Le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) a profité de la 38^e Journée d'action contre la violence sexuelle faite aux femmes, le 20 septembre dernier, pour lancer un nouvel outil de sensibilisation. Celui-ci vise à éclairer la population sur la nature et la portée des « facteurs qui placent les femmes dans des contextes de vulnérabilité face aux violences sexuelles ». Combattant l'idée reçue voulant que les victimes de violence sexuelle se placeraient elles-mêmes en situation de risque, il cherche aussi à alléger le poids de la stigmatisation qui pèse sur les victimes de violence sexuelle. De nombreuses activités se sont tenues partout au Québec pour sensibiliser la population à ces enjeux et pour souligner cette période de solidarité envers les victimes et les survivantes. On peut se procurer l'outil sur le site Web du Regroupement à <rqcalacs.qc.ca>.

Un témoin de l'Église des pauvres

Une des grandes figures latino-américaines du christianisme social, le jésuite chilien José Aldunate, est mort à l'âge de 102 ans le 28 septembre dernier, à Santiago. Prêtre ouvrier sous le gouvernement Allende, il s'est démarqué sous la dictature par son engagement courageux dans la défense des droits humains. Il est le fondateur du Mouvement contre la torture Sebastián Acevedo, formé de membres de communautés religieuses et de laïcs qui organisaient des gestes de désobéissance civile pour dénoncer la répression, la torture et les disparitions d'opposants sous le régime militaire. Dans l'église bondée de San Ignacio, des centaines de personnes lui ont rendu un dernier hommage le 30 septembre, sous les cris : « Pepe, notre ami, le peuple est avec toi ». Pour ses 101 ans, *Relations* avait publié un article lui rendant hommage et retraçant les moments marquants de sa vie (n° 798, octobre 1998).